

Magazine n° 73, décembre 2022

Biovision

Fondation pour un développement écologique



**Ensemble contre
la malaria**

**Au Kenya, des villageois-es participent
activement au développement d'une solution
innovante.**

Chère lectrice, cher lecteur,

Margaret Mendi Njoroge, chercheuse à l'icipe, notre institut partenaire au Kenya, en est convaincue : « La recherche participative, c'est l'avenir. » La chercheuse dirige un projet de recherche novateur soutenu par Biovision, qui teste une approche inédite en Afrique pour affaiblir des maladies potentiellement mortelles, surtout chez les enfants, comme la malaria (paludisme) ou la dengue. L'une des particularités de cette approche ? Non seulement les personnes à qui elle est destinée participent au processus en faisant régulièrement des retours à l'équipe de recherche, mais elles en sont aussi des membres à part entière, puisqu'elles effectuent elles-mêmes les tâches centrales. Vous lirez ci-contre et dans les pages suivantes comment le projet s'articule dans une démarche gagnant-gagnant pour les villageois-es et les chercheur-euses.

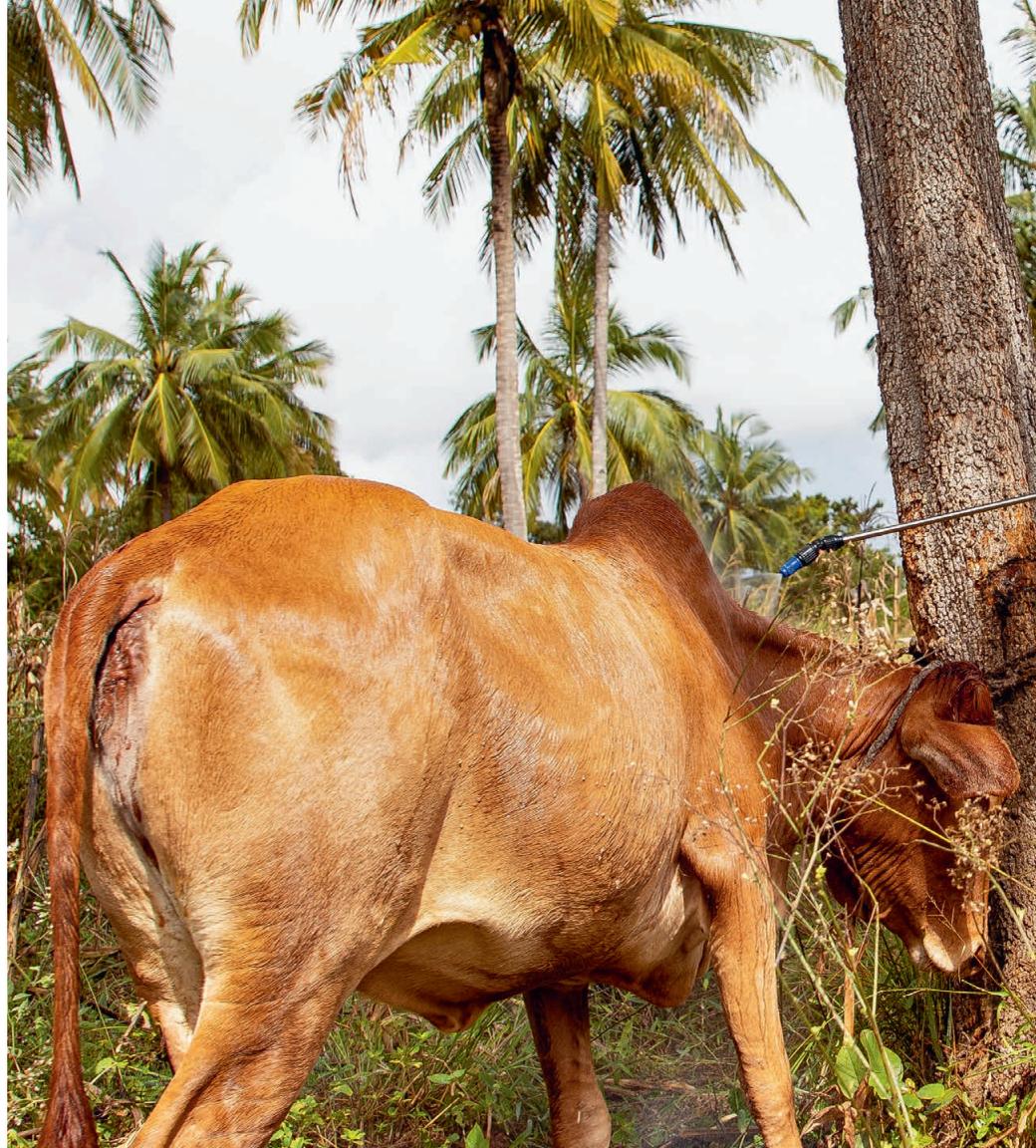
En Suisse, le projet d'assemblée citoyenne, dont Biovision a contribué dans une large mesure à la préparation et à la réalisation, revêt la même dimension novatrice et participative. Dans ce cadre, des résident-es suisses choisi-es selon un procédé aléatoire ont élaboré ensemble des mesures pour un système alimentaire durable. Après avoir planché six mois sur le sujet, l'assemblée a adopté ses recommandations à l'intention des décideur-euses politiques. Rendez-vous aux pages 8 et 9 pour en savoir plus sur la manière dont les participant-es ont vécu le processus et ce qu'il-elles en ont tiré.

Le meilleur pour la fin : vous découvrirez à la page 11 comment faire rimer préparatifs de Noël et système alimentaire durable.

Santé ! Et bonne lecture.



Florian Blumer
Rédacteur de Biovision



Approche participative contre la malaria

Dans le sud du Kenya, une nouvelle approche de lutte contre la malaria et d'autres maladies tropicales est en phase de test. La population joue un rôle prépondérant et les premiers résultats sont prometteurs.

Par Florian Blumer, reporter Biovision (texte), et Al-Amin Mutunga (photos)

Des plages de sable d'un blanc éclatant ponctuées de cocotiers, des quartiers de huttes en terre au cœur d'une végétation tropicale luxuriante : le décor du comté de Kwale, à la pointe sud du Kenya, est tout simplement idyllique. Mais l'habit ne fait pas le moine : cette région est l'une des plus pauvres du pays. Les possibilités de revenus sont rares pour les habitant-es du village, l'accès aux services de santé limité, le nombre de cas de malaria et d'autres maladies transmises par des vecteurs (insectes et tiques) élevé.

« Nous nous faisons piquer au quotidien », explique Mariam Shee Mwabami, assise de-

vant sa maison en terre, sa fille de trois mois sur les genoux. Chaque piqûre est un risque de contracter une infection. Les maladies tropicales telles que la malaria, la dengue, ou la fièvre de la vallée du Rift (maladie infectieuse passée de l'animal à l'homme, également transmissible par piqûre de moustique) représentent un danger de mort.

Plusieurs heures à pied pour rejoindre l'hôpital

Les habitant-es sont aussi exposé-es à un risque économique : il-elles doivent actuellement faire face à une sécheresse exceptionnelle qui fait monter en flèche les prix



Savoir-faire:
Fatuma Suleiman Hamisi a été formée à asperger ses vaches de solution fongique biologique et le fait maintenant de manière autonome.

des denrées alimentaires. Asha Ali, 68 ans, vit par exemple du maïs et des racines de manioc qu'elle cultive ainsi que du maigre revenu qu'elle tire de la confection de paniers. Lorsqu'elle a été frappée par la malaria l'an dernier, elle n'arrivait plus à joindre les deux bouts. Les soins médicaux à 500 shillings kenyans (4 francs) par jour dépassaient son budget. Sans compter qu'elle devait se rendre à pied à l'hôpital. « Le temps que je rentre à la maison, la journée était déjà finie », se souvient-elle. « Et je devais me reposer quelques jours avant de pouvoir reprendre le travail. »

Les habitant-es vivent à proximité de leurs vaches, ce qui représente un autre risque de contagion, car les bovins attirent des vecteurs de maladies. C'est précisément là qu'intervient l'*icipe*, l'institut kenyan de recherche sur les insectes avec lequel Biovision collabore depuis de nombreuses années, avec une solution novatrice. Cette solution renverse la vapeur: les ruminants servent de leurre pour attirer les insectes, qui sont ensuite éliminés à l'aide d'un nouveau biopesticide.

La réduction du nombre de vecteurs permet de réduire le risque d'infection pour l'être humain. De plus, des animaux en bonne santé ont un effet positif direct sur le revenu des familles paysannes. Cette approche que Biovision cherche à adopter dans un nombre croissant de projets, qui promeut la collaboration entre les médecines humaine et vétérinaire et les sciences de l'environnement, est appelée « One Health ».

De villageois à chercheurs

Nous sommes lundi matin devant la hutte en terre de Mariam Shee Mwabawi. Deux jeunes hommes portant un gilet beige *icipe* doté du logo de Biovision examinent un piège à insectes derrière la maison. Akiba Bakari Mvumoni, 23 ans, verse des gouttes d'une solution sur un moustique capturé par le piège adhésif tandis que son collègue Majaliwa Bakari Zengwa, 26 ans, libère délicatement le diptère (insecte) à l'aide d'une pincette et le fait rentrer dans une bouteille en plastique remplie de ouate et d'une solution tuant les insectes en quelques secondes et servant à les conserver.



Prévention novatrice des maladies pour l'être humain et l'animal

Partenaire de Biovision, l'*icipe* mène actuellement un projet de recherche participatif dans les comtés kenyans de Kwale, au sud, et de Busia, vers le lac Victoria. Ce projet teste un nouveau biopesticide dans un cadre expérimental afin d'éliminer de manière durable les moustiques, les taons et les tiques, qui transmettent des maladies telles que la malaria, la maladie du sommeil ou la dengue. Ce biopesticide ainsi que d'autres mesures (gestion intégrée des vecteurs) devraient permettre de réduire le risque d'infection pour les habitant-es.

Impact

- Participation active de plus de 450 personnes (dont 32 % de femmes) dans 32 villages à la réalisation de l'étude et au développement de la solution.
- Engagement de 26 CORP (assistant-es de recherche dans les communautés villageoises).
- Soutien actif de la part de 16 chef-fes de village et de quatre représentant-es de gouvernements locaux.

Budget du projet pour 2022

310 618 francs

Faites un don avec
TWINT!



Le projet contribue notamment aux objectifs de développement durable suivants :

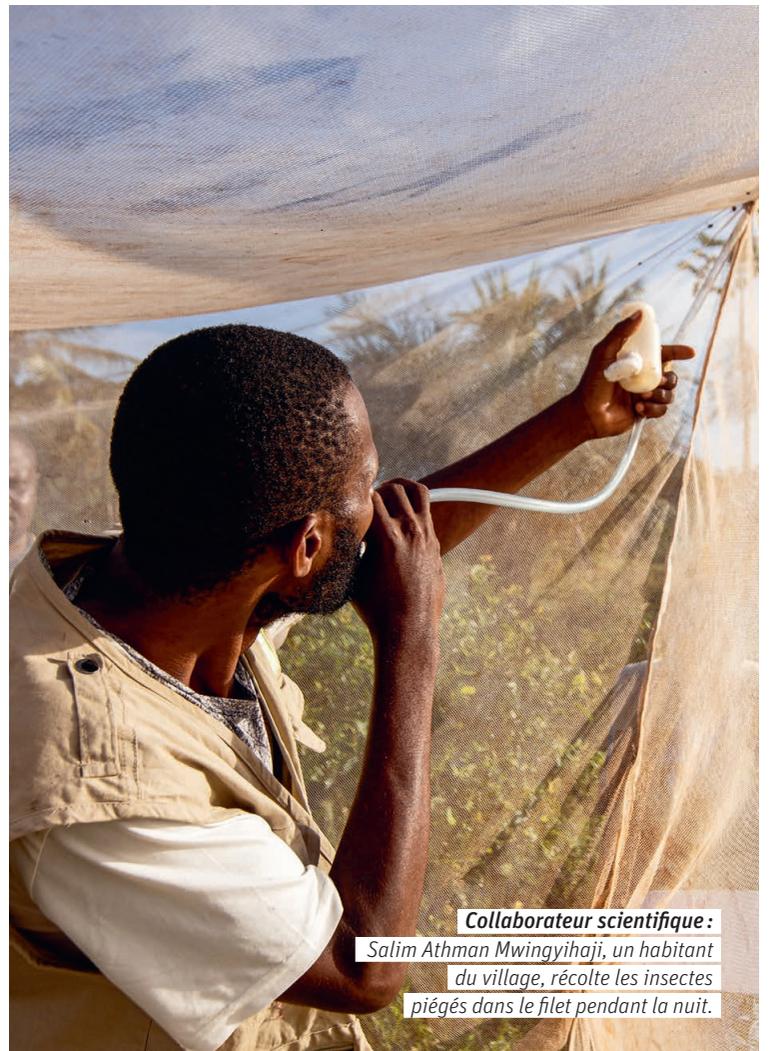




Un leurre à quatre pattes :
 ce veau passera la nuit sous un filet
 pour remplir sa mission, celle
 d'attirer des insectes et de les piéger.



En laboratoire :
 Paul Ouma, chercheur à l'icipe,
 compte le nombre d'insectes
 vecteurs capturés dans le piège.



Collaborateur scientifique :
 Salim Athman Mwingiyhaji, un habitant
 du village, récolte les insectes
 piégés dans le filet pendant la nuit.



Science participative :
 Rizik Athuman Muaganyama, préposé
 aux interventions, demande au
 couple Hamisi Swaleke Hamisi et Mariam
 Chikuzi Athumani comment se
 passe la pulvérisation sur leurs vaches.

Les deux jeunes sont ce qu'on appelle des «CORP» («community-own resource persons»). Leur rôle est de mettre en place les différents pièges et de récolter les insectes qui sont ensuite identifiés et décomptés en laboratoire par Paul Ouma, un entomologiste de l'*icipé*. Cette méthodologie devrait permettre de déterminer, à l'issue de l'étude au printemps 2023, si les mesures testées entraînent véritablement une diminution des vecteurs.

Ce sont ici les habitant·es des communautés villageoises qui réalisent cette étude, donc précisément les personnes qui en bénéficieront. Comme Margaret Mendi Njoroge le souligne, cette démarche s'inscrit dans le cadre d'une nouvelle approche participative que l'*icipé* met en œuvre pour la première fois dans un projet de grande envergure. Elle n'hésite pas à tirer la conclusion suivante : «La recherche participative, c'est l'avenir.» (Voir l'entretien en encadré ci-contre.)

Revenu et connaissances

Salim Athman Mwingiyhaji, 32 ans, est ravi. Ce père de deux enfants nourrit un ménage de six personnes, dont sa mère et son petit frère font partie. Son activité en tant que CORP, pour laquelle il a été retenu sur entretien après recommandation par le chef du village, revêt beaucoup d'importance à ses yeux. Il est fier de raconter qu'il a décroché le poste bien que, contrairement à d'autres personnes du village, il n'ait jamais terminé l'école primaire, faute de moyens financiers. Cet emploi est une source de revenu supplémentaire. La rémunération s'élève à 400 shillings kenyans (3.50 francs) par jour, soit davantage que ce qu'il gagnerait avec un autre travail d'appoint tel que chauffeur de taxi.

L'histoire de Mohammed Rashid, 23 ans, est très similaire. Mohammed est orphelin et travaille à bâtir sa propre maison, dans laquelle il vit déjà aujourd'hui. Le toit n'est pas encore terminé, alors quand il pleut, Mohammed se réfugie dans un coin abrité de la construction. Cet emploi est aussi important pour Mohammed qu'il l'est pour Salim.

Mohammed se tient aux côtés des chercheur·ses pour répondre aux interrogations des personnes du village. Comment fonctionne ce piège ? Comme l'autre ? Est-ce que la malaria infecte aussi les moustiques ou ceux-ci sont-ils uniquement des vecteurs ? Margaret Mendi Njoroge, la responsable de projet, explique : «La formation est un aspect central du projet. Nous transmettons

aux participant·es des connaissances élémentaires sur les maladies véhiculées par des vecteurs.» Lors d'une de ces réunions communautaires, les villageois·es ont par exemple été informé·es que certaines larves étaient celles de moustiques anophèles (vecteur du paludisme) à un stade précoce et non celles d'un autre type d'insecte inoffensif.

Des pesticides sans effets secondaires

Un autre rôle primordial dans l'étude est celui des préposé·es aux interventions, qui aident les éleveur·ses à pulvériser correctement les produits sur les vaches et les veaux. La démarche s'effectue avec une solution à base de champignons développée par l'*icipé* et fabriquée par une entreprise kényane. Le produit présente plusieurs avantages déterminants par rapport à des pesticides synthétiques : il fait rarement l'objet de résistances développées par les vecteurs ; il n'est pas nocif pour l'être humain, les animaux ou l'environnement ; il offre la perspective de décimer durablement les populations de vecteurs (voir les informations contextuelles en page 6).

Quelle est l'efficacité réelle de cette mesure développée en laboratoire ? Au vu des expériences faites jusqu'ici au sein du projet, Margaret Mendi Njoroge et son équipe sont optimistes, mais attendent la publication des résultats au printemps prochain pour se prononcer définitivement. Salim Athman Mwingiyhaji, un CORP qui a la fibre du chercheur, donne lui aussi une réponse similaire lorsque les autres habitant·es le questionnent à ce sujet. Contrairement à ce qui se passe avec les produits conventionnels, le traitement est durable et l'infestation ne recommence pas aussitôt après.

Pour conclure, l'équipe de l'*icipé* est très probablement en train de développer une solution novatrice susceptible d'améliorer durablement la vie des habitant·es du comté de Kwale et de bien d'autres contrées.

Les résultats de l'étude seront publiés sur nos canaux en ligne au printemps 2023. Visitez notre site web, abonnez-vous à notre newsletter électronique ou suivez-nous sur les réseaux sociaux Facebook ou LinkedIn. Autres informations, images et récits en lien avec le projet :

biovision.ch/fr/kwale



Margaret Mendi Njoroge,
Chercheuse et responsable de projet chez *icipé*

Trois questions à Margaret Mendi Njoroge

Quelles sont vos expériences avec la recherche participative ?

Pour commencer, nous avons dû apprendre à mieux communiquer afin de pouvoir travailler en étroite collaboration avec les communautés des villages. Les personnes concernées n'ont jamais fait de recherche de leur vie et nous attendons d'elles qu'elles réalisent des tâches essentielles dans notre projet de recherche. Or elles s'en sortent beaucoup mieux que je ne n'aurais pu l'imaginer.

Quels sont les bénéfices pour les participant·es au projet ?

Avant tout la formation. Ces personnes développent les compétences nécessaires à la recherche de solutions. Ensuite, elles se sentent écoutées. Il s'agit d'un bénéfice abstrait, mais c'est essentiel. Enfin, le projet crée des emplois dont certaines personnes ont besoin de toute urgence. Ce dernier point me paraît toutefois moins important que la formation, car les savoirs fortifient les participant·es. L'argent est éphémère, tandis que les connaissances sont durables.

Quelle est votre vision pour l'avenir ?

L'approche participative est tout simplement l'avenir de la recherche. La participation active des personnes concernées est non seulement valorisante pour celles-ci, mais elle est primordiale pour la réussite du projet. Car, en fin de compte, c'est à ces personnes que la solution développée profitera.

Des champignons contre les insectes

Les pesticides de synthèse sont dangereux pour l'être humain, les animaux et l'environnement. Et ils sont de moins en moins efficaces. Les recherches ont identifié certains champignons qui s'attaquent aux insectes.

Par Margaret Mendi Njoroge, chercheuse à l'*icipe*

Les maladies transmises par des vecteurs tels que les insectes ou les tiques représentent un problème de santé publique majeur pour l'être humain et les animaux en Afrique de l'Ouest comme dans les autres régions tropicales et subtropicales. Elles menacent par ailleurs constamment l'économie. La lutte contre les organismes nuisibles (porteurs de maladie ou détruisant les cultures) se fonde en règle générale sur l'utilisation de pesticides de synthèse, dont le mode d'action principal est d'attaquer les tissus nerveux des insectes. Notre problème aujourd'hui est que ces pesticides sont de moins en moins efficaces, car les insectes développent toujours plus de résistances. Ce phénomène se produit lorsqu'une petite partie d'une population d'insectes est capable de survivre à un insecticide à action rapide avant de se multiplier et de transmettre sa résistance à sa descendance.

De plus, des études ont montré que l'utilisation massive d'insecticides dans la lutte contre les vecteurs de maladies et les nuisibles a des conséquences négatives sur la santé de l'être humain et des animaux, et porte atteinte à l'environnement du fait de l'augmentation des résidus de pesticides et de l'accumulation de produits chimiques toxiques.

Solutions écologiques et efficaces

Depuis quelques années, de plus en plus de bailleur-euses de fonds, de chercheur-euses, de décideur-euses politiques et de consommateur-trices s'intéressent aux solutions écologiques capables de s'adapter efficacement aux différents écosystèmes locaux et d'agir conjointement sur les vecteurs pertinents pour l'être humain et les animaux. De telles approches cherchent à réduire, d'une part, la quantité d'insecticides utilisés et, d'autre part, les conséquences potentiellement nocives sur l'être humain, les animaux et l'environnement. L'idée est d'employer un

produit antiparasitaire qui soit efficace en petite quantité et contre lequel les insectes visés ne peuvent pas, ou seulement difficilement, développer de résistance.

Les champignons entomopathogènes (parasites d'insectes) sont de plus en plus souvent considérés comme une solution prometteuse et un élément central d'une stratégie intégrée qui comprend également d'autres mesures (cf. infographie). Lorsqu'ils parasitent leurs hôtes, ils produisent différentes toxines mortelles pour les insectes visés.

Le champignon infecte par exemple des moustiques, des tiques ou des mouches tsé-tsé en faisant germer des spores dans la cuticule (couche externe) de ses hôtes. Une fois qu'il s'est fixé, le champignon se développe sur son hôte en produisant des protéines spécifiques à l'espèce infectée afin de digérer la cuticule et de la décomposer. Il supprime ensuite la réponse immunitaire de son hôte et prolifère rapidement à l'intérieur, ce qui finit par tuer l'hôte. Il est intéressant de noter que les entomopathogènes existent sous de nombreuses formes dans la nature : certains sont généralistes et déciment une large palette d'hôtes, tandis que d'autres sont des spécialistes qui se concentrent sur des hôtes très spécifiques. Les spécialistes se prêtent bien à une lutte ciblée contre les vecteurs.

Avantages de taille, petits inconvénients

Plusieurs études ont démontré que les biopesticides fongiques sont sûrs et qu'ils représentent un risque minimal pour l'être humain, d'autres vertébrés et l'environnement. Les avantages des champignons entomopathogènes sont immenses, mais ils ont aussi leurs limites. Leurs effets sont relativement lents, car leurs toxines n'agissent pas immédiatement. Ainsi, on ne peut pas observer tout de suite l'impact des champignons sur les insectes et les tiques.

Comme il s'agit d'un moyen de lutte biologique à action lente, celui-ci fonctionne à l'échelle d'une population de vecteurs uniquement dans la mesure où il est appliqué régulièrement pendant une longue durée et sur une large surface. Bien que sa production soit relativement aisée, il faudrait trouver des moyens économiques pour continuer à améliorer l'efficacité et la durabilité de cette solution, réduire la sensibilité aux changements de température et maîtriser les effets du rayonnement ultraviolet.

Efficacité prouvée en laboratoire

Les bovins sont des hôtes de nombreux insectes hématophages tels que les moustiques, qui transmettent la malaria et la dengue, de mouches tsé-tsé et d'autres diptères vecteurs de la maladie du sommeil, ainsi que de multiples espèces de tiques porteuses de différentes zoonoses. La recherche scientifique a montré à plusieurs reprises que les mesures ciblant les bovins entraînent des conséquences majeures sur la transmission de la malaria et permettent de renforcer le contrôle de la maladie. C'est cependant la première fois que cette approche est appliquée dans une étude de terrain en Afrique, dans le cadre d'un projet mené au Kenya par l'institut de recherche *icipe* en collaboration avec Biovision (voir reportage aux pages 2 à 5).

Prévention globale des maladies

Le projet «Prévention novatrice des maladies pour l'être humain et l'animal» mise sur la gestion intégrée des vecteurs, c'est-à-dire sur différentes mesures visant à réduire les populations d'insectes et de tiques (vecteurs). Car moins de transmissions signifie moins de contaminations par des maladies potentiellement mortelles, comme le paludisme ou la dengue.

Vecteurs :



Les moustiques transmettent la malaria et la dengue



Les mouches tsé-tsé transmettent la maladie du sommeil



Les tiques transmettent des zoonoses



Solution fongique : les insectes et les tiques infectés meurent au bout de trois à quatre jours.



Lutte contre les vecteurs avec une solution à base de champignons

Principe « One Health » : au contact des vaches aspergées, les vecteurs de maladies sont contaminés par des champignons mortelles pour ces derniers, mais sans danger pour l'homme et l'environnement. Cela réduit le risque de contamination non seulement pour les vaches, mais aussi pour les personnes vivant à proximité.

Toilettes et cuisine à l'extérieur : amélioration de l'hygiène et réduction des moustiques dans l'habitation

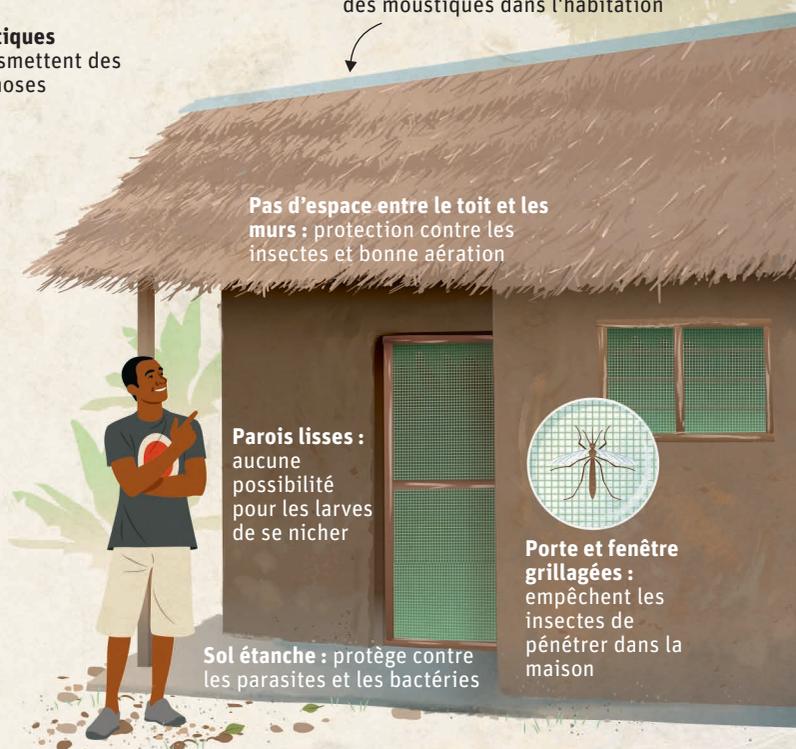
Pas d'espace entre le toit et les murs : protection contre les insectes et bonne aération

Parois lisses : aucune possibilité pour les larves de se nicher

Sol étanche : protège contre les parasites et les bactéries



Porte et fenêtre grillagées : empêchent les insectes de pénétrer dans la maison



Modèle de maison « Healthy Home »

Un prototype de maison a été construit en collaboration avec un maçon, en utilisant des matériaux disponibles localement et à un prix abordable. La maison contient de nombreuses innovations qui permettent de réduire considérablement le nombre d'agents pathogènes, ce qui profite en particulier aux groupes à risque, tels que les enfants en bas âge et les personnes âgées.



Formation

Lors de séances régulières, les villageois-es sont tenu-es informé-es des risques liés aux maladies infectieuses et reçoivent des réponses à leurs questions. Ainsi, il-elles sont en mesure de mieux se protéger.



Politique

L'implication active des policier-ères, et des chef-fes de village et de district, garantit la mise en œuvre et la durabilité des mesures.

reprises lors de séances en ligne. Des visites de terrain leur ont donné l'occasion de découvrir des modèles durables qui fonctionnent dans la pratique, du supermarché participatif paysan « La Fève » à Meyrin (GE) à l'agriculture de montagne solidaire à Sumvitg (GR), en passant par l'artisanat alimentaire « Tigusto » à Cugnasco-Gerra (TI) et le restaurant « Werkhof » à Köniz (BE), qui n'utilise que des produits suisses dans ses plats.

Tout au long du processus, les participant-es ont pu s'exprimer, découvrir des approches et des points de vue différents et se forger une opinion en toute indépendance. Tous ces aspects ont fait l'objet d'une attention particulière. « J'ai trouvé les échanges au sein de l'assemblée citoyenne très vivants et inspirants. Les points de vue les plus divers ont pu s'exprimer dans un esprit d'écoute attentive. Les discussions ont été menées de manière très tolérante et respectueuse », fait remarquer Fabrice Kaspar (45 ans), habitant du Petit-Lancy (GE).

Pour Jasmin Fischer (23 ans), de Wallisellen (ZH), « les discussions ont toujours été très animées et ouvertes, mais aussi très humaines. Dans les groupes de travail, pendant les pauses café ou les repas pris en commun, nous avons non seulement échangé nos points de vue, mais aussi appris à mieux nous connaître sur le plan personnel et à former une équipe. »

Même son de cloche du côté de Daniel Langmeier : « Au fil des rencontres, ce regroupement initialement arbitraire de personnes aux profils les plus divers a formé une équipe soudée, qui a fini par adopter des recommandations communes au nom de toute l'Assemblée Citoyenne pour la Politique Alimentaire. »

Les attentes des membres de l'assemblée citoyenne vis-à-vis de la sphère politique sont désormais claires, à commencer par celle d'être entendus et pris au sérieux. Jasmin Fischer considère que les recommandations « s'adressent non seulement aux responsables politiques nationaux, mais aussi aux cantons, aux communes et aux institutions publiques et qu'elles devraient être entendues à tous les niveaux ».

Le baptême politique a eu lieu pendant la session d'hiver des Chambres fédérales, lors d'une rencontre avec des conseiller-ères nationaux-ales et des conseiller-ères aux États au cours de laquelle les recommandations ont été présentées et discutées. La remise officielle aux responsables politiques et à l'administration ainsi qu'aux autres acteur-trices du système alimentaire (production, transformation, commerce, etc.) qui ont accompagné le processus aura lieu le 2 février à Berne à l'occasion du premier sommet national sur le système alimentaire. Cet événement constituera à la fois le point final et le point d'orgue du projet.

L'Assemblée Citoyenne pour la Politique Alimentaire de la Suisse

Les 80 membres de la première Assemblée Citoyenne pour la Politique Alimentaire de la Suisse ont été recherchés selon un procédé aléatoire et sélectionnés sur la base de critères représentatifs. L'assemblée s'inscrit dans le cadre du projet « Avenir alimentaire de la Suisse », mené conjointement par Biovision, le Réseau de solutions pour le développement durable (SDSN Suisse) et Agriculture du Futur, et il est accompagné et soutenu notamment par l'Office fédéral de l'agriculture (voir commentaire page 7).

Il s'agissait de formuler des recommandations en guise de réponses à la question centrale suivante : quelle politique alimentaire la Suisse doit-elle mettre en œuvre pour offrir à sa population d'ici 2030 une alimentation saine, durable et respectueuse des animaux, produite dans des conditions équitables ?

Les recommandations

Le document contenant les recommandations a été finalisé après la clôture de la rédaction de ce numéro. Vous trouverez les recommandations de l'Assemblée Citoyenne pour la Politique Alimentaire en allemand, français et italien sur son site Internet :

buergerinnenrat.ch/fr/recommandations/



Commentaire

La transformation requiert une large participation

Depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, nous avons réussi à nourrir plus de personnes que jamais auparavant, alors que la population du globe a triplé. C'est là un grand accomplissement pour les systèmes alimentaires. Pourtant, jamais dans l'histoire de l'humanité autant de personnes n'ont souffert de malnutrition qu'aujourd'hui. Les systèmes alimentaires, et avec eux l'agriculture, sont aussi touchés par le dérèglement climatique, la perte de biodiversité, la pénurie d'eau et la dégradation des sols, dont ils sont à la fois responsables et victimes.

En juin 2021, le Conseil fédéral a adopté sa Stratégie pour le développement durable 2030. La transformation des systèmes alimentaires y est désignée comme l'une des principales voies d'accès à un avenir plus durable. Pour mettre en œuvre cette stratégie, le Conseil fédéral a annoncé vouloir accompagner cette transformation par des dialogues. Dans le cadre de la préparation du Sommet des Nations Unies sur les systèmes alimentaires, l'administration fédérale avait déjà organisé des dialogues sur les plans national et local. Ceux-ci ont réuni des acteur-trices de l'agriculture et de l'industrie alimentaire suisses. L'assemblée citoyenne a poursuivi ces dialogues sous une autre forme et dans un autre format participatif.

La transformation des systèmes alimentaires ne peut aboutir que si l'ensemble des acteur-trices sont impliqués. C'est pourquoi nous saluons ce dialogue citoyen et apprécions beaucoup le travail accompli.



Alwin Kopše

Responsable du secteur Affaires internationales et systèmes alimentaires, Office fédéral de l'agriculture (OFAG)

Actualités Biovision

De la sensibilisation en Suisse aux projets de développement en passant par le travail politique, retrouvez l'actualité de Biovision.

ABCD: le verre à moitié plein!



Le projet ABCD (Asset-Based Community-driven Development) de notre partenaire CIFOR-ICRAF, un centre international pour la recherche et le développement en agro-

foresterie, mise sur les ressources des paysan·nes. Le principe est le suivant: les participant·es commencent par identifier les ressources qu'il·elles ont à disposition avant de chercher à les développer sans recourir à aucun autre soutien externe. Jeniffer Atieno, paysanne et membre d'un groupe de femmes dans le comté de Homa Bay, dans l'ouest du Kenya, a par exemple tiré parti des nombreuses pierres qui se trouvaient sur son terrain en les ramassant puis en les vendant. Vous trouverez d'autres exemples dans une vidéo (en anglais) consacrée au projet:

bit.ly/abcd-ke



Participation record aux Journées de l'agroécologie 2022



Avec une participation record de près de 90 organisations de toute la Suisse et plus de 75 événements inscrits, soit plus du double de l'année dernière, la deuxième édition des Journées de l'agroécologie, qui a eu lieu en octobre 2022, a clairement montré que l'agroécologie n'est plus un phénomène de niche. Rétrospective sur:

agroecologyworks.ch/fr



Crise alimentaire, solutions Bio-visionnaires

La première conférence organisée par Biovision en Suisse romande a eu lieu le 30 novembre dernier à Genève. Un grand merci à toutes et tous pour cette belle soirée d'échanges et de partages. Nous tenons également à remercier tout particulièrement la Ville de Genève de nous avoir accordé son soutien. Nous nous réjouissons déjà de vous retrouver prochainement. Suivez les prochains événements de Biovision sur:

biovision.ch/fr/evenements/



Recherchons collaborateur·trices bénévoles

Vous souhaitez contribuer au succès de Biovision par un engagement bénévole et faire partie de notre équipe? Pour le 25^e anniversaire de Biovision, qui aura lieu en 2023, nous avons besoin de volontaires pour éprouver les archives de Biovision afin d'y dénicher des perles. Intéressé·e?

Contactez-nous!

contact@biovision.ch

Organic Now! ou plus de bio pour la Tanzanie

Pour inciter les consommateur·trices à s'intéresser à la durabilité, il faut que le bio gagne du terrain dans les commerces alimentaires. C'est en partant de ce postulat que SAT (Sustainable Agriculture Tanzania), un partenaire de longue date, a lancé l'initiative Organic Now! en collaboration avec deux autres organisations tanzaniennes. L'idée: réunir et former les PME du pays dans le but d'accroître l'offre de produits bio en Tanzanie. Pour les trois personnes à l'origine du projet, mettre davantage de produits bio attrayants et bien labellisés sur le marché est indubitablement plus efficace que de mener une campagne coûteuse.



Impressum

Magazine Biovision n° 73, décembre 2022

Le magazine paraît 5 fois par an. Il est inclus dans les dons à partir de 5 francs sous forme d'abonnement.

Tirage Certification REMP 32 400 exemplaires (français et allemand)

© Fondation Biovision, Ch. de Balxert 7, 1219 Châtelaine (GE)

Rédaction

Florian Blumer

Traduction

Vanja Guérin et Mélanie Maradan

Production

Florian Blumer et Léna Quéant

Crédit photos Page de garde: CORP Akiba Bakari Mvumoni (à gauche) et Majaliwa Bakari Zengwa en route pour collecter des insectes dans les pièges.

Photos p. 1-5: Al-Amin Mutunga; p. 2 en bas à gauche:

Laura Angelstorf/Biovision. Infographie p. 7:

Michael Stünzi/infografik.ch; p. 8: Filippo «Sketchy Buzzini», Collaboratio Helvetica; p. 9 en bas:

Mike Muzurakis/IISD/ENB; p. 11; p. 10 en haut à

gauche: CIFOR-ICRAF, p. 10 au milieu à gauche: ZGV,

P. 10 au milieu à droite: Florian Blumer/Biovision;

p. 11 en haut gauche: iStock; p. 11 en haut à droite:

Laura Angelstorf/Biovision; p. 12: Christophe Carisey.

Mise en page Binkert Partnerinnen, Zurich

Impression Koprind AG, Alpnach

Papier Nautilus Classic (100% recyclé)

Biovision est une organisation partenaire officielle de la Direction du développement et de la coopération DDC, Département fédéral des affaires étrangères DFAE. Les projets internationaux de Biovision sont soutenus financièrement par la DDC.



Un PIWI plutôt qu'un blanc aux fongicides ?

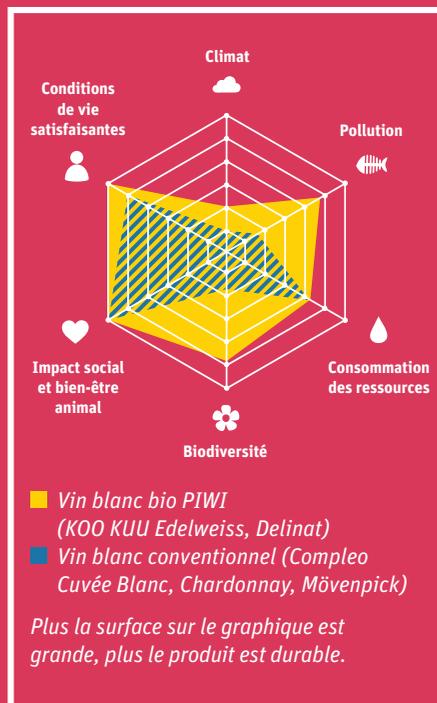
Le choix du vin a son importance lorsqu'il s'agit de dresser un menu de Noël durable, car la viticulture conventionnelle est gourmande en pesticides.

Par Anna Schöpfer, Biovision

Ce n'est certainement pas aux pesticides qu'on pense en premier quand on sert le vin à Noël. Pourtant, avec l'arboriculture, la viticulture est de loin le secteur qui utilise le plus de fongicides, d'herbicides et de pesticides par surface en Suisse.

Les grandes quantités de pesticides et d'engrais de synthèse répandues dans les vignobles s'infiltrant dans le sol par le biais de l'eau de pluie et s'y accumulent. Des études menées par l'Institut Fédéral Suisse des Sciences et Technologies de l'Eau, montrent notamment que les organismes aquatiques, particulièrement sensibles, souffrent de cette pollution. Les pesticides sont également détectables dans le vin, mais leurs effets sur l'être humain n'ont pas encore été suffisamment étudiés.

Les cépages résistants aux maladies cryptogamiques (PIWI), qui ne nécessitent pas ou que peu de pulvérisation (la culture biologique autorise toujours la pulvérisation d'une petite quantité de cuivre, voir encadré), sont particulièrement durables. Boudés jusqu'à récemment pour leur goût souvent différent de l'ordinaire, ces variétés de raisins sont désormais considérées comme une véritable alternative au Beaujolais, à la Dôle et consœurs. Plus d'infos sur : biovision.ch/fr/consommation



Comparaison entre le PIWI et le vin blanc conventionnel en Suisse

Le vin bio est produit sans produits phytosanitaires chimiques de synthèse ni engrais artificiels. Ceux-ci émettent en effet une grande quantité de CO₂, tant dans le cadre de leur production que de leur utilisation, tandis que les pesticides de synthèse polluent les sols et les nappes phréatiques.

De plus, le vin bio va de pair avec un encouragement actif de la biodiversité, p.ex. par l'insertion de bandes fleuries entre les vignes. Cependant, même en viticulture bio, le cuivre est toujours utilisé contre le mildiou et l'oïdium, mais en faible quantité et avec une tendance à la baisse.



Anna Schöpfer
Chargée de projets en consommation durable

Mon vin préféré, le Divico du Domaine des Alouettes à Satigny, est un vin rouge primé issu de cépages résistants aux maladies cryptogamiques. Je recommande aussi le vin blanc bio, également primé, Resilient Solaris de Tamborini Vini. En cas de doute, ma devise est la suivante : mieux vaut boire un verre de moins que du mauvais vin !

Faits et chiffres

Seul **1 % du vin suisse** est exporté.

Environ **250 cépages** sont cultivés en Suisse.

60 % des vins vendus en Suisse sont importés, principalement d'Italie, de France et d'Espagne.

Les Suisses consomment en moyenne **35 litres de vin par an**.

Les cépages PIWI occupent **2 % de la surface** viticole.

On cultive de la vigne **dans toutes les régions de Suisse**, mais c'est dans le canton du Valais que la surface cultivée est la plus importante.



« C'est nous qui avons besoin des plantes. Pas l'inverse. »

Françoise Sergy est une artiste et jardinière passionnées par les plantes. Elle a décidé de la léguer sa maison de Sainte-Croix à Biovision.

Par Florian Blumer, reporter Biovision (texte), et Christophe Carisey (photo)

« Dans ma vie professionnelle, je suis tombée deux fois amoureuse », confie Françoise Sergy. Bien qu'avoisinant l'âge de la retraite, la sexagénaire dégage encore beaucoup d'énergie juvénile doublée d'un vrai charme britannique.

Françoise Sergy est née à Sainte-Croix, dans le Jura vaudois, où elle possède une petite maison qu'elle a pu acheter grâce à un héritage. Son départ pour la capitale britannique, où elle vit aujourd'hui encore, date de ses 18 ans. Son premier grand amour, la danse, avait frappé à sa porte et la London School of Contemporary Dance lui avait ouvert les siennes.

Son deuxième amour, elle l'a rencontré à 40 ans. « Dans le métier de danseuse, quand les blessures commencent à s'accumuler, c'est le moment de penser à la suite », déclare-t-elle. La danseuse avait déjà fait ses premiers pas dans la photographie et l'art, mais pas de quoi payer ses factures.

Nombre de ses proches possédaient un jardin mais n'avaient pas le temps de s'en occuper. Elle leur a alors proposé ses services comme jardinière. « À vrai dire, je ne connaissais rien aux plantes », admet-elle. Elle a donc commencé une formation en horticulture. Plus elle en apprenait, plus son amour pour les plantes grandissait.

« Nous avons besoin des plantes, mais elles n'ont pas besoin de nous. On les arrache, les coupe en morceaux, les mange et elles se laissent faire », observe-t-elle.

Dans le jardin de la maison où vit son partenaire, elle s'est créé un petit paradis. « Je n'irais pas jusqu'à dire que les plantes peuvent être heureuses, poursuit-elle. Mais je fais toujours en sorte de leur aménager un environnement diversifié et de qualité dans lequel elles puissent s'épanouir. » Pour autant, Françoise Sergy considère les plantes comme des êtres vivants : « Dans mes portraits de plantes, je représente les végétaux de la même manière que les personnes : dans leur individualité, pour montrer leur véritable caractère. »

La crise climatique et ses effets sur l'être humain et l'environnement préoccupent Françoise Sergy. Un jour, elle a donc décidé que, n'ayant pas de descendance ni de fortune, elle léguerait sa maison en Suisse à une ONG sous la forme d'un legs. C'est en faisant des recherches sur Internet qu'elle a découvert Biovision et s'est trouvé un point commun essentiel avec la fondation : « Dans mon travail, j'aborde aussi les choses dans leur globalité. »

La jardinière apprécie que Biovision ne se contente pas de mener des projets en Afrique subsaharienne, mais qu'elle s'engage aussi ici, auprès des consommateur-trices. « Je suis tout à fait convaincue par l'approche agroécologique défendue par Biovision. Il est évident que nous devons changer nos habitudes alimentaires. »

Dans ses créations, Françoise Sergy continuera de son vivant à apporter sa contribution à la transformation des systèmes alimentaires. Quand l'heure de la retraite aura sonné, elle continuera de travailler un jour par semaine comme jardinière pour boucler ses fins de mois. Heureusement, elle ne vit pas le travail comme une corvée, « mais comme un acte d'amour ».

Pour découvrir les créations de Françoise Sergy : francoisesergy.uk



Votre don en bonnes mains.

www.biovision.ch, www.facebook.com/biovision.francais
Pour vos dons : compte postal 87-193093-4

Fondation pour un développement écologique
Stiftung für ökologische Entwicklung
Foundation for ecological development

